

Conseil régional. Réunis hier en séance plénière, les élus de Provence-Alpes-Côte d'Azur avaient 70 rapports à étudier. Malgré une cohésion globale, des tensions ont émaillé l'unité de la majorité...

Le tunnel de la L2 entre les coalitions

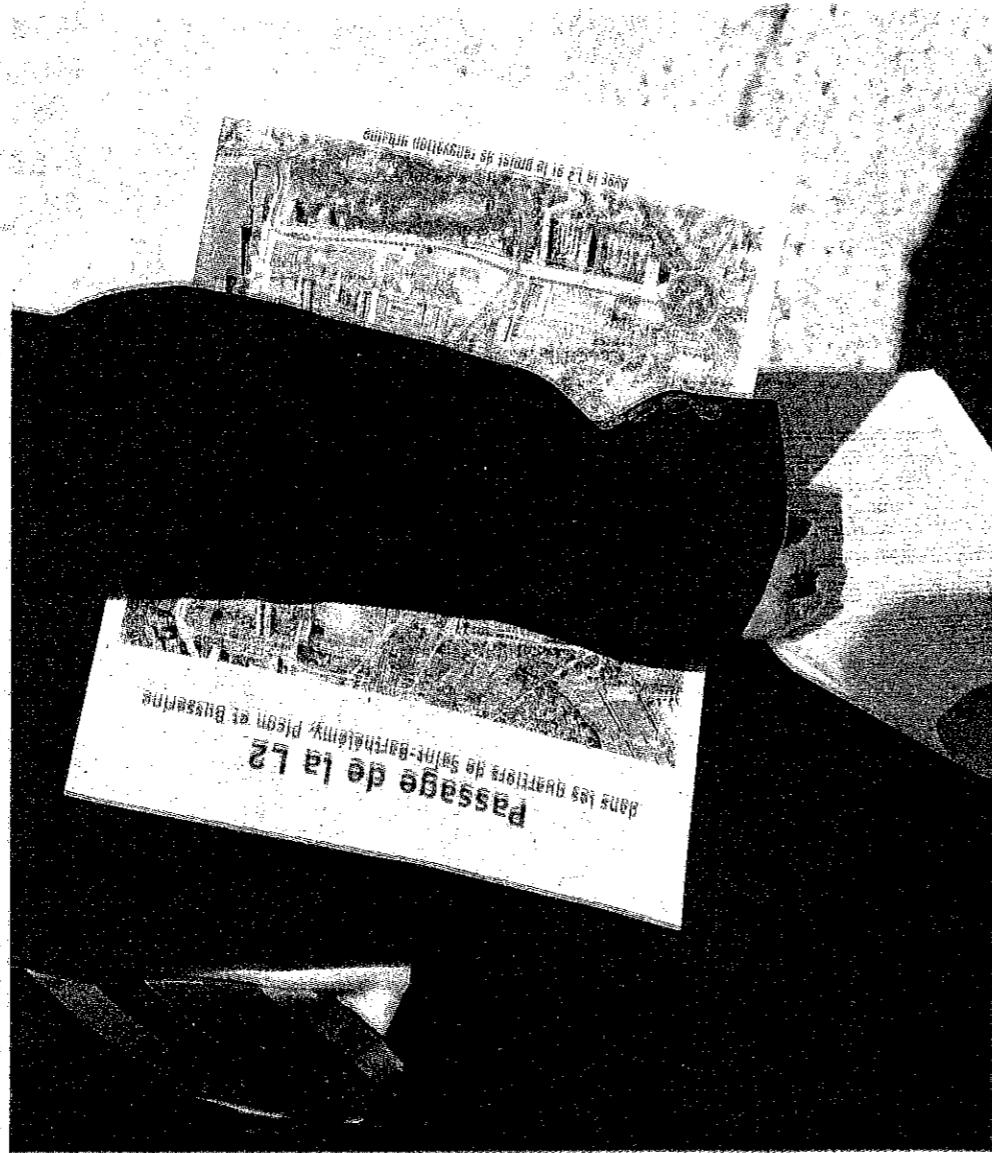
La majorité régionale a failli volé en éclats hier. Dès le matin, dans les coulisses de l'hôtel de Région, les tensions montent. Le groupe Europe écologie-les Verts (EELV) a séché la réunion de la majorité. Si bien que la séance plénière peine à démarrer. Les débats s'ouvrent avec une heure de retard. Les élus, de gauche comme de droite, se montrent chauffés à bloc.

A croire que le président Michel Vauzelle a senti le vent tourner. Sur les sièges de l'hémicycle, des feuilles ont été distribuées. Elles rappellent une clause du règlement intérieur selon laquelle le président du conseil régional « peut faire expulser de l'assemblée ou arrêter tout individu qui trouble l'ordre... » De quoi poser le décor. Certes, les dix premiers rapports relatifs aux budgets 2012 et 2013 passent comme une lettre à la poste (mis à part celui concernant le budget annexe de l'aéroport d'Avignon rejeté par le groupe EELV). Les différends qui secouent la majorité n'en demeurent pas moins présents.

Pourparlers en coulisses

A la mi-journée, la séance s'interrompt pour la pause déjeuner. Mais des pourparlers, entamés le matin dans les couloirs, continuent. Ils portent sur le rapport 31, une délibération relative au cadre d'intervention régional sur l'habitat et le logement. Rien de révolutionnaire pourtant. « Nous avions soumis ce rapport et, hier soir [jeudi, ndlr], sans qu'on nous prévienne, il a été retiré de l'ordre du jour. C'était la goutte d'eau qui fait déborder le vase », confie Sophie Camard, co-présidente du groupe EELV. Et l'élu de citer une série de désaccords avec le reste de la majorité. Ils concernent surtout des problématiques énergétiques.

De son côté, le PS tente de faire bonne figure. « Tout va bien. Il n'y a aucun problème », répètent chaque leur tour, Patrick Allemand et Michèle Trégan, aux alentours



Le rapport relatif à la rocade L2, en cours de construction depuis des années à Marseille, a cristallisé les tensions internes à la majorité. PHOTO LAURENT SACCOMANDI

En bref :

Abus de langage...

En début de séance, Gérard Piel (FDG) interpelle Joëlle Mélin (FN) sur son vocabulaire. Parlant des Français, cette dernière disait précédemment « qu'ils sont assis-sins par des taxes et des impôts ». « Il faut faire attention à ce que nous disons », insiste-t-il, avant d'évoquer le meurtre de Clément Méric. A son tour Annick Napoléon (UMP et apparentés) sonne la charge contre le président Vauzelle, au sujet de propos que ce dernier aurait tenus lors d'une précédente séance plénière. « Ils disaient que j'étais fasciste et néo-nazie », fulmine l'élu. L'intéressé répond simplement qu'il vérifiera et retirera les mots outranciers du procès-verbal le cas échéant.

Couac sur Avignon

Si l'ensemble des rapports relatifs aux budgets principal et annexe 2012 ont été adoptés, le groupe Europe écologie les Verts (EELV) a marqué, une nouvelle fois, son opposition contre la délégitation de service public (DSP) de l'aéroport d'Avignon. Selon sa co-présidente du groupe, Sophie Camard, rien ne prouve que cette option est rentable : « L'aéroport ne publie d'ailleurs pas le détail du taux de remplissage de ses vols. »

In extremis

Six rapports, envoyés trop tard aux élus, ont été dénoncés par le FN. Le groupe réclamait qu'ils soient présentés en « urgence ». Résultat : l'assemblée a voté in extremis leur « urgence ». Quatre d'entre eux relèvent du fonctionnement propre à l'institution...

Répères

432

millions d'euros ont été mobilisés en 2012 par la Région pour les transports et les grands équipements. C'est son premier poste de dépenses. Arrivent ensuite l'emploi et la formation professionnelle avec 387 millions, puis les lycées avec 298 millions. Au total, les dépenses de la Région se sont élevées à 1,4 milliard.

138

emplois d'avenir sont approuvés par l'assemblée régionale hier. Ils seront répartis comme suit : 60 pour le recrutement interne de la collectivité, 10 au sein d'organismes régionaux et 68 dans le champ de la médiation sociale et éducative (dont 12 seront pris en charge par l'Etat). Cela concerne des jeunes de 16-25 ans.

240

actions sont prévues dans le contrat de baie n°2 relatif à la Baie de Toulon. La Région a confirmé hier son partenariat. Celui-ci couvre 15 communes localisées sur la façade littorale entre le Gau et la Pointe Escampobaniou. Il vise à améliorer la qualité des eaux et une gestion durable des ressources.

8

juillet ou pas ? Lors de la signature de conventions avec la Région, le préfet Hugues Parant a lâché quelques mots au sujet de son futur départ. « C'est ma dernière partition publique », a-t-il rappelé, avant de se lancer dans un discours technique sur les contrats d'avenir. Il n'a cependant pas confirmé la date de son départ.